

## Le Havre. La directrice d'une école sanctionnée pour avoir critiqué la réforme Blanquer

3 minutes

La directrice d'une école du Havre a été sanctionnée et sera mutée après avoir critiqué la réforme de l'Éducation nationale sur sa messagerie professionnelle. Une manifestation a eu lieu lundi 29 avril pour la soutenir. Le soir, une centaine d'enseignants se sont invités au conseil municipal pour demander le soutien de la ville.

La directrice d'une école maternelle du Havre avait des critiques à formuler sur la réforme de l'Éducation nationale du ministre Jean-Michel Blanquer. Ces opinions

, elle les a formulées dans un mail adressé depuis la messagerie de l'école aux parents d'élèves il y a quelques semaines.

Convoquée par sa hiérarchie, elle a reçu un blâme. Lors de l'entretien, « **une proposition de mobilité** » lui a aussi été faite... Ce qui révolte nombre de ses collègues et syndicats.

Ils ont manifesté lundi 29 avril au Havre, puis se sont invités au conseil municipal de la ville le soir pour dénoncer une « **injustice** ».

« **La directrice a reconnu son erreur, d'avoir communiqué en tant que directrice aux parents d'élèves ses critiques à l'encontre de la loi Blanquer. Mais en plus d'un blâme, elle se voit contrainte à une mutation forcée, c'est assez surréaliste** », indique une syndicaliste havraise de SNUIPP-FSU.

Une sanction « **disproportionnée** », « **totalemtent injuste** » que dénoncent les syndicats SNUIPP FSU (Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles) et CGT Éducation, qui appellent à une manifestation ce lundi 29 avril.

«**Il ne s'agit pas d'une mobilité forcée**, précise le rectorat. **Lors de l'entretien avec la direction académique, une proposition de mobilité lui a été faite. Elle l'a acceptée. Il ne s'agit pas d'une**

**sanction mais d'une mutation dans l'intérêt du service et ceux de l'intéressée.»**

Contactée par [76actu](#) , la directrice a confirmé qu'elle ne contesterait pas la décision d'un point de vue juridique et n'a pas souhaité s'exprimer davantage sur cette affaire.

- 
- 
- 
- 
- 
-